

Xavier MINY

AU TEMPS DE LA GUERRE DES ÉPICES

PETIT RETOUR SUR L'UNE DES PREMIÈRES MULTINATIONALES, LA V.O.C.



Né en 1990, à Verviers, Xavier Miny est chercheur à la Faculté de Droit de l'Université de Liège. Après un Master en droit spécialisé en droit public et administratif et un Executive Master en Droit fiscal, il a assuré les fonctions de Maître de conférences et d'assistant au sein du Service de Droit international économique ainsi qu'au sein du Service de Droit public et de Droit constitutionnel. Titulaire, depuis le 1^{er} janvier 2018, d'une bourse de doctorat FRESH, il poursuit actuellement un projet de recherche sur la politique d'attraction des investissements étrangers dans les États fédéraux.

« Les places et les forteresses qui ont été prises aux Indes orientales, ne doivent pas être regardées comme des conquêtes nationales, mais comme la propriété de marchands particuliers, qui ont le droit de les vendre à qui bon leur semble, fût-ce au Roi d'Espagne ou à tout autre ennemi des Provinces-Unies. »
Déclaration des Heeren XVII, 1664¹



A chaque instant qui passe, il nous est rappelé une vérité à rapidement digérer pour mieux comprendre les enjeux de notre ère : nous sommes à l'heure de la mondialisation. Voilà, c'est dit ! Panacée à tous les maux de la terre pour les uns, prélude à l'apocalypse imminente pour les autres, les échanges et flux financiers qui franchissent les frontières, les délocalisations de centres de production et de distribution, les fusions et acquisitions et autres transferts de technologies appartiennent désormais au quotidien de l'activité des acteurs économiques modernes. Pour le meilleur et pour le pire, cette réalité s'insinue dans les moindres replis de nos existences, et il n'est pas impossible que l'ordinateur à l'aide duquel ce modeste texte a été rédigé ait plus voyagé sur terre lors de sa conception que l'auteur dans toute sa vie – et il le déplore d'ailleurs.

Si l'on peut entendre à foison qu'il s'agit là de phénomènes tout à fait inouïs, et sans doute le sont-ils par leur intensité et leur fréquence, le pari qui est le nôtre est de remonter le fil de l'Histoire pour assister à la création de l'une des premières grandes structures transnationales, pour ne pas dire la première multinationale connue. Ce bond de plus de quatre siècles nous ramène ainsi à un temps qui sent bon les délicates épices venues d'Orient ainsi que la poudre à canon dont on fait usage à l'encontre des concurrents un brin gênants. Manque encore à ce capiteux bouquet de senteurs l'odeur de ce si cher métal, pourtant omniprésent, pour la simple et bonne raison qu'il en est dépourvu.

Au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, émergent un certain nombre de négociants qui vont jouir du monopole des armements, non seulement à destination des Amériques, mais aussi des territoires d'Asie. Parmi les structures qui, en définitive, ont assuré pratiquement la totalité des relations entre l'Europe et ces contrées exotiques, figure l'une des puissances financières, économiques et politiques les plus démesurées : la Vereenigde Oostindische Compagnie, la Compagnie néerlandaise des Indes orientales. Grâce à ses comptoirs, la V.O.C. a dominé d'une main de fer le commerce maritime, notamment des épices, pendant près de deux siècles, tout en exerçant des prérogatives étatiques, à un point tel qu'elle n'a pas hésité à développer sa propre politique internationale, différente de celle des Provinces-Unies dont elle relevait. Si Brel chantait le contraire, force est de constater qu'en ce temps-là, des sociétés anonymes pouvaient se muer en cachette en État souverain.

1. Fernand Braudel, Civilisation matérielle, économie et capitalisme XVe-XVIIe, t. 3, Paris, Armand Colin, 1979, p. 237.

I.- À LA CONQUÊTE DE L'EST

Le récit commence comme toujours bien avant. Si les relations entre les Indes et l'Europe sont, l'on s'en doute, plus anciennes, la prise de Constantinople, en 1453, amène les nations européennes à dégager de nouvelles routes pour leurs marchands. Avec la découverte du Cap de Bonne-Espérance, Portugais et Espagnols se sont âprement disputés la mainmise sur les Indes tout au long du XVI^e siècle, à l'avantage toutefois des premiers. A la fin de ce siècle, les Hollandais, forts des expériences de certains navigateurs, notamment celle d'un Jan Huyghen Van Linschoten de retour d'un séjour en Orient, se lancent également dans cette lucrative aventure. Dans l'effervescence de cette course orientale, une première expédition hollandaise à destination des Indes, l'*Eerste Schipvaart*, est armée par la *Compagnie van Verre* et appareille en 1595. Elle est commandée par Cornelisz de Houtman de Plancius – lequel a passé trois ans auparavant dans une prison portugaise après avoir été pris la main dans le sac lors d'une tentative de vol de cartes secrètes (on ne plaisante pas avec des cartes secrètes). Si cette première initiative n'est pas franchement un succès éclatant – et c'est peu de le dire : les maladies ont décimé l'équipage – elle sera rapidement imitée. L'objectif de ces premières navigations vers les Indes orientales est non seulement d'aller chercher sur place les précieuses épices, mais aussi d'affaiblir la Couronne espagnole. En effet, Philippe II est, depuis 1580, roi aussi bien de Portugal que d'Espagne, et finance grâce au commerce des épices la guerre onéreuse qu'il mène contre les Provinces-Unies depuis 1568. Menacés en outre par une interdiction d'accéder aux ports de la péninsule ibérique, les Hollandais nourrissent par conséquent le projet de briser le monopole portugais. Cependant, si la rentabilité



des denrées de luxe se trouve brillamment et définitivement démontrée, la multiplication des expéditions et des compagnies qui les soutiennent entraine par définition une compétition virulente entre ces petites sociétés d'armement et une chute drastique des bénéfices. *Het is een ramp !*

II.- UN ÉTAT DANS L'ÉTAT

En conséquence, des représentants des compagnies concurrentes se réunissent et négocient la fondation d'une alliance économique, qui fusionnerait leurs intérêts en une seule grande compagnie soutenue par les Provinces-Unies.

La Compagnie néerlandaise des Indes orientales est ainsi créée sous régime d'octroi le 20 mars 1602 en recevant le monopole du commerce dans les pays situés à l'Est du Cap de Bonne-Espérance jusqu'au détroit de Magellan. Rien que cela, Mesdames et Messieurs : monopole et soutien public, que demander de plus ? Seconde dans la chronologie des grandes compagnies des Indes, la *V.O.C.* est dirigée par un comité de dix-sept directeurs, les *Heeren XVII*, et est administrée par six chambres, chacune représentant une agglomération, soit Amsterdam, Zélande, Delft, Rotterdam, Hoorn et Enkhuizen.

Elle bat aussitôt tous les records.

En tant que société anonyme cotée en bourse, elle profite d'une structure financière permanente qui exclut le recours à une mise de fonds pour chaque armement. Le capital social est considérable : 6,3 millions de florins divisés en 3 000 actions qui diluent de la sorte le risque des expéditions. De plus, la souscription est ouverte à tous les citoyens, y compris aux étrangers qui résident dans le pays. En ce qui les concerne, les *Heeren XVII* prennent les mesures qui concernent l'ensemble de la flotte et fixent les prix. En outre, dans la limite de

ses territoires, la Compagnie, bien que soumise, en principe, à l'autorité des Provinces-Unies, peut, au nom des États généraux, conclure des pactes, déclarer la guerre, prendre possession de terres, construire des forteresses, nommer des fonctionnaires et battre monnaie. Même la célèbre Compagnie anglaise des Indes orientales, ne dispose pas d'une telle marge de manœuvre. Le succès de la Compagnie est immédiat.

III.- UN COMMERCE À COUTEAUX TIRÉS

Dotée de ces pouvoirs et d'une puissance financière sans comparaison, la *V.O.C.* intègre rapidement dans sa logique que sa prépondérance économique en Asie ne pourra être assurée que par une politique agressive à l'égard des Portugais, des Espagnols et des Britanniques ainsi qu'à l'égard des Arabes, des Persans et des populations locales qui sont obligées de ne vendre leurs produits qu'à elle. Par ailleurs, pour justifier en droit les fortunes prises aux caraques étrangères et éviter de la sorte toute controverse internationale, la *V.O.C.* n'hésite pas à demander une jolie justification juridique (qui aboutira au traité De iure praedae commentarius) à un jeune juriste du Barreau de La Haye, Hugo Grotius, le célèbre auteur du De iure belli ac pacis (Le droit de la guerre et de la paix). Au cours de cette guerre mondiale avant l'heure, les succès militaires, diplomatiques et économiques se multiplient. La *V.O.C.* s'empare de plus en plus de comptoirs et de zones d'influence en écoulant les très rentables épices, provoquant par la même occasion l'ire d'Albion et celle des Portugais.

Son implantation solidement garantie, le besoin pour la *V.O.C.* d'une centralisation similaire à celle qui existe en Hollande se fait de plus en plus ressentir aux Indes, surtout depuis que les agissements de la Compagnie dépassent largement les simples ambitions commerciales. C'est chose faite, en 1609, avec la nomination d'un premier Gouverneur général. Or, par effet de vases communicants, à mesure que s'accroît aux Indes

le prestige de la Compagnie, les prérogatives du Gouverneur général augmentent. Aussi, la position de la *V.O.C.* est fortifiée sous Jan Pietersz Coen, Gouverneur pour le moins ambitieux et brutal, en particulier à l'égard des indigènes², de 1618 à 1623 et de 1627 à 1629. Sous ses ordres, la *V.O.C.* se lance dans de complexes opérations et dans des achats intermédiaires, afin de se procurer de l'argent en Asie et au Moyen-Orient, et accentue l'usage de la violence envers les adversaires commerciaux. Ce comptable de formation déclare ainsi en 1614 :

« Vos Honneurs devraient savoir d'expérience que le commerce en Asie doit être conduit et préservé sous la protection et à la faveur de Vos propres armes, et que ces armes sont payées grâce aux profits du commerce ; aussi ne pouvons-nous conduire le commerce sans la guerre, ni la guerre sans le commerce »³.



2. En 1621, sur l'île de Banda, Coen dirige une expédition punitive envers les insulaires qui avaient eu le malheur de commercer avec les Anglais. Sur les 15 000 habitants de l'île, il n'en restera que 1 000.

3. Lettre aux Heeren XVII du 27 décembre 1614, citée in Herman Colenbrander, Jan Pieterszoon Coen. Levenbeschryving, s'Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1934, p. 64.



Il fonde, en 1619, Batavia, capitale de la Compagnie à Java, sur les ruines de la ville de Djakarta conquise sur les indigènes. Passant outre les alliances des directeurs restés à Amsterdam, la V.O.C. poursuit sa diplomatie propre, en toute autonomie, et condamne à mort les contrebandiers.

IV.- « TOUT EMPIRE PÉRIRA »

Au fil des décennies, le pouvoir de la V.O.C. grandit. Elle est implantée partout : en Afrique du Sud, en Chine, en Inde ou encore au Japon, à Dejima. Non seulement la Compagnie expédie des biens à haute valeur ajoutée, comme la porcelaine, vers le Vieux Continent, mais, en plus, son centre Batavia est devenu le port le plus important de la région dans le cadre des échanges entre peuples d'Asie : de la soie à l'argent, en passant par le cuivre, l'étain, les perles, le sucre ou encore le salpêtre. Dans un même temps, la V.O.C. centralise la production d'opium et le vend avec zèle depuis ses fermes à travers toute l'Asie du sud-est, notamment à Formose. En 1735, près de 80 000 personnes travaillent pour la V.O.C. En deux siècles d'existence, elle a armé pas moins de 4 700 navires.

Ce gigantisme sera, il faut l'admettre, en partie à l'origine de la chute de la Compagnie, minée qu'elle devient par la corruption. En effet, l'évolution des goûts des Européens, la guerre entre l'Angleterre et les Provinces-Unies au cours des années 1780 et la prévarication endémique qui frappe la Compagnie ont raison d'elle à la fin du XVIIIe siècle. De fait, en 1798, après la faillite de la V.O.C., les colonies orientales passent sous contrôle de l'État au moment où celui-ci tombe lui-même sous la domination de l'Empire français.

Formidable laboratoire du capitalisme financier, pionnière dans sa gestion rationnelle, la V.O.C. laisse tout de même un goût amer en matière d'humanisme et est symptomatique du processus de mondialisation des XVIIe et XVIIIe siècles. Comme l'a relevé Sir Stamford Raffles, le gouverneur anglais de Java :

« La compagnie néerlandaise, mue uniquement par l'amour du gain et ayant pour ses sujets moins d'égards et de considérations qu'un planteur des Indes occidentales n'en avait autrefois pour les esclaves qui travaillaient dans son domaine [...] fit marcher tous les ressorts existants du despotisme pour tirer du peuple ses derniers sous au moyen de contributions et tout le travail dont il était capable. Elle aggravait ainsi les maux causés par un gouvernement capricieux et semi-barbare, allant à ses buts avec l'habileté de politiciens éprouvés et l'avidité sans bornes de marchands »⁴.

Tout ça pour, à l'origine, quelques noix de muscade en plus...



Xavier Miny

Painting : The Noord-Nieuwland in Table Bay, 1762, by an anonymous painter. William Fehr Collection (Castle of Good Hope)

Map of the East Indies : the official trade zone (octrooigebied) of the VOC according to the VOC Charter, which was between Cape of Good Hope (South Africa) and Street Magellan (South America); tinted c. 1700.

4. Cité par Karl Marx, « la domination britannique en Inde », New York Daily Tribune du 25 Juin 1853.